

## Service Pénitentiaire

5666

Prison de

Ruhengeri

Nom

: NDONYI

Origine

: Gihora

Chefferie

: Mukera

Territoire

: Ruhengeri

Profession

: Café vendeur

N° du R.E.

: 5666

Formule dactyloscopique

Arrêté le

: 16/4/52

Condamné le

: 16/4/52

à

{ 2 mois de S.P.P.  
200 frs amende 1 mois S.P.S  
24 hrs P.J. ou 1 jour C.P.C

1/4 de peine

Sorti le

: 15/6/52 ou le 15/7/52 ou 16/7/52

Transféré le

: 24/5/52

Rapatrié le

Expulsé le

Décédé le

LE GARDIEN,

P.C. 5666

Ruhengeri



9861

RESIDENCE DE Ruanda

Territoire de Ruhengeri

AVIS DE TRANSFERT

*Siguer sup*

Nous soussigné NEVEZ P. N. Jamisi

Gardien de Prison à Ruhengeri

mandons M. le Gardien de la Prison de Kidali

de vouloir bien incarcérer les nommés: NDCNYI XXXXXXXX

*Reg-empres mentionne itf (rais) "salon-ement".*

*quelle fraction doit-il payer? (les pairs étant disponibles par preuves)*

Es paise

prévenus de: Abus de confiance

infraction prévue par:

mis en détention préventive depuis le 16/4/52

suivant pièce dont copie ci-jointe dossier pénitentiaire

Ruhengeri, le 27/5/52

Le Gardien de Prison

Escorte:

*[Signature]*

Témoins:

*doit être dirigé au Pays et pour autre affaire pénale*

Reçu à Kigali le 27.5.52

Le Gardien de Prison, VANDALIN, Ign.

*[Signature]*



LE TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA SEANT A KIGALI Y SIENANT EN  
MATIERE REPRESSIVE A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT:

AUDIENCE PUBLIQUE DU 13 JUIN 1952.

EN CAUSE:  
MINISTERE PUBLIC  
CONTRE:

N D O N Y I, Elias, fils de Nzabandora(ev) et de Nyirabitaha(ev) originaire de la colline Gihara, chefferie Nulera, territoire de Ruhengeri et y résidant, capita vendeur au service du sieur GULAM NABI; détenu préventivement à la prison de Kigali;

VU par le Tribunal de Résidence du Ruanda séant à Kigali y siégeant en matière répressive la procédure suivie à charge du prévenu qualifié ci-dessus pour avoir:

A Ruhengeri, chefferie Nulera, Résidence du Ruanda entre le 13 janvier et le 13 avril 1952 étant capita vendeur au service du sieur GULAM NABI frauduleusement soit détourné soit dissipé au préjudice de son patron, des deniers ou des marchandises pour un montant total de 15.628 francs qui lui avaient été remis à la condition de les rendre ou de en faire un usage ou un emploi déterminé;

Fait prévu et sanctionné par l'article 95 du Code Pénal, Livre II;

VU la comparution volontaire du prévenu qui déclare renoncer expressément à son droit de réclamer la formalité de la citation;

QUI le prévenu en son interrogatoire;

QUI le Ministère Public en ses conclusions et réquisitions conformes;

QUI le prévenu en ses dires et moyens de défense présentés par lui même;

SUR QUOI le Tribunal prononce sur les bases le jugement dont les termes

sont repris ci-après:

ATTENDU que le prévenu gérât à Ruhengeri un magasin appartenant au sieur

GULAM NABI;

QUE ses comptes présentent pour la période du 13 janvier au 13 avril 1952

un déficit de 15.628 francs;

ATTENDU que le prévenu reconnaît que les comptes sont exacts sauf en ce qui concerne le montant des recettes porté à son crédit;

QU'il prétend, en effet que le jour de l'inventaire, ayant été giflé par son patron à l'occasion d'une discussion sur le prix de vente de vestes à porter à l'inventaire de clôture, il prit la fuite abandonnant ouverte une caisse qui aurait contenu le montant de ses recettes depuis le dernier versement (3 avril 1952) et constata le lendemain, lorsqu'il arriva pour continuer l'inventaire que cette caisse avait été vidée de son contenu;

QU'en outre, il aurait remis après l'inventaire à son patron une somme de 500 francs environ représentant les recettes faites par quatre travailleurs employés par lui à la vente sur la bazar de son magasin;

ATTENDU que même dans ce cas, les comptes présenteraient encore un déficit de près de 13.000 francs à motif que le prévenu ne justifierait ainsi qu'un manquant de 2.700 frs, soit 2.200 francs pour 10 jours de recettes, la moyenne journalière pendant la période déficitaire étant de 220 francs, et 900 francs prétendument remis après inventaire;

ATTENDU que le prévenu ne donne pas de l'origine du déficit aucune justification; qu'en effet, ses allégations quant à la tranche de 2.700 francs sont toutes gratuites; qu'en ce qui concerne le restant il prétend n'avoir jamais rendu à crédit et soulève pas l'hypothèse d'un vol, hypothèse d'ailleurs insoutenable du fait qu'un vol éventuel aurait porté sur une somme atteignant 46% du chiffre d'affaires et n'aurait donc pu passer inaperçu; que pareille proportion exclut également la possibilité d'erreurs commises pendant les ventes;

ATTENDU que dès lors la seule explication possible consiste dans le détournement frauduleux du manquant par le prévenu;

QUE cette conclusion logique trouve encore étayée par le système de défense du prévenu qui au sujet de la tranche de 2.700 francs en est réduit à se réfugier dans des explications fantaisistes et par le fait que le prévenu a été condamné le 16 avril 1952 par le Tribunal de Police de Rumbura à 2 mois de servitude pénale pour vol d'une caisse de houes, infraction qui révèle

par NANYU DE SERVITUDE

UNE NOUVELLE FOIS

ATTENDU que le fait mis à charge du prévenu est constitutif d'abus de confiance, infraction prévue et punie par l'article 95 du Code Pénal, Livre II;

P A R C E S M O T I F S

VU les articles 5-7-8-9-16-18 du Code Pénal, Livre I;

VU l'article 95 du Code Pénal, Livre II;

VU le décret du 11 juillet 1925 formant avec les décret modificatifs le Code de Procédure Pénale; le décret du 30 janvier 1940 formant le Code Pénal de la Colonie rendu exécutoire au Ruanda Urundi par ordonnance du 18 mai 1940; le décret du 5 juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda Urundi;

STATUANT CONTRADICTOIREMENT

DECLARE l'infraction telle que libellée à la prévention établie dans le chef du prévenu MBONYI et en conséquence le condamne de ce chef à une peine de DEUX ANS ET SIX MOIS de servitude pénale;

LE CONDAMNE en outre aux frais de l'instance taxés en totalité à la somme de QUARANTE NEUF FRANCS;

FIXE à CINQ JOURS la durée de la contrainte par corps à subir en cas de non paiement dans le délai légal;

AINSI jugé et prononcé à l'audience publique du 15 juin 1900 cinquante deux à Kigali à laquelle siégeaient Messieurs:

ANDRE FREUD HOMME,  
CHARLES SACRE,  
VICTOR ROUARD,

JUGE SUPPLEANT,  
OFFICIER DU MINISTRE PUBLIC,  
GREFFIER,

LE GREFFIER,

LE JUGE SUPPLEANT,

V. ROUARD.

A. FREUD HOMME.